

# Le lent combat d'Emmanuel Macron pour faire travailler plus les Français

Par [Thomas Engrand](#)

Publié hier à 18:43



Emmanuel Macron lors de la visite de l'usine Aluminium Dunkerque, dans le Nord, en mai 2023. Witt Jacques/Pool/ABACA

DÉCRYPTAGE - Malgré les progrès enregistrés ces dernières années, Paris reste à la traîne de ses voisins européens.

C'est une longue ascension où chaque pas, aussi petit soit-il, ne se fait qu'au prix de nombreux efforts. Depuis son arrivée au pouvoir, Emmanuel Macron s'est fixé comme objectif de [faire davantage travailler les Français](#). Un combat mené à coups de [politique de l'offre](#) et de réformes douloureuses, où chaque succès reste précaire comme le prouvent les [derniers chiffres de l'emploi](#) publiés ce mardi par l'Insee. Au deuxième trimestre, 7 900 postes ont été détruits, selon une première estimation, une variation inférieure à - 0,1 %. Ce coup d'arrêt ne doit toutefois pas faire oublier [les succès engrangés](#) depuis quelques années. Sur un an, le solde des créations est positif de 78 000 et de plus de 1,2 million depuis la crise du Covid.

L'objectif de l'exécutif ne se borne toutefois pas à permettre à toujours plus d'individus de retrouver un emploi, il s'agit également d'allonger le temps de travail des Français tout au long de la vie. Le chantier a été lancé dès l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron. La première étape a été la transformation et la montée en [puissance de l'apprentissage](#), dès l'été 2018. À coups de dizaines de milliards d'euros, l'État a donné ses lettres de noblesse à cette formation au sein de l'entreprise et l'a ouvert aux profils les plus diplômés, le but étant de permettre à ces derniers de se mettre au service d'un employeur avec une ou deux années d'avance sur un cursus standard.

À l'autre bout de la vie active, le locataire de l'Élysée a sacrifié une grande partie de son capital politique pour faire passer la très [impopulaire réforme des retraites](#). Celle-ci obligeant les actifs à attendre deux ans de plus pour pouvoir partir à la retraite. Le tout accompagné de nombreuses mesures pour inciter les patrons à recruter davantage. Un savant mélange de baisse du coût du travail, avec notamment la transformation du CICE en baisse de charges, et de fin de la peur à l'embauche, avec le plafonnement des indemnités de rupture de contrat.

Sept ans après, le chef de l'État peut se targuer d'avoir fait grimper le taux d'emploi des 15-64 ans à 68,4 %. Soit le plus haut niveau depuis que l'Insee mesure cette statistique (1975). Le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, en poste depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron, a résumé en une phrase pourquoi ce dernier était prêt à tant de sacrifices pour mener le combat du « travailler plus ». « Si nous avions un taux d'emploi équivalent à celui de l'Allemagne, nous n'aurions plus de problème de déficit, notre dette se réduirait

beaucoup plus rapidement et nous n'aurions globalement plus de problème de finances publiques », avait-il souligné l'été dernier.

La France à la traîne

Malgré les progrès réalisés depuis quelques années, [la France a encore d'importantes marges de manœuvre](#) pour faire davantage travailler ses citoyens. Le nombre d'heures moyennes effectuées par salarié y est toujours parmi les plus faibles des pays développés avec 1389 heures par an, contre 1717 en moyenne dans l'OCDE et 1810 aux États-Unis. Rapportés à l'ensemble de la population, les chiffres classent encore plus mal la France. Chaque habitant y a effectué 664 heures en 2023. À titre de comparaison, le chiffre monte à 730 heures en Allemagne, 835 heures aux États-Unis et jusqu'à 1115 au Luxembourg. Paris est toutefois dans la bonne direction puisqu'en 2019 le chiffre était de 640 heures par an en moyenne.

La France est l'un des pays où la quantité de travail par habitant est la plus faible. On n'a pas besoin de continuer à la réduire, on a besoin de continuer à créer de la richesse

Emmanuel Macron

« La France a toujours un taux d'emploi parmi les plus faibles de l'OCDE. En particulier à cause du faible nombre de seniors en activité », explique Stéphane Carcillo, chef de la division emploi et revenus à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Des faiblesses bien comprises par le président de la République. Lors de son dernier passage télévisé à la veille de [la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques](#), il a tenu à rappeler l'importance de son combat : « La France est l'un des pays où la quantité de travail par habitant est la plus faible. On n'a pas besoin de continuer à la réduire, on a besoin de continuer à créer de la richesse », a-t-il alerté. En cette période d'instabilité politique, ce message était également une mise en garde aux élus qui voudraient [revenir sur la politique menée depuis sept ans](#). Le Rassemblement national (RN) et le Nouveau Front populaire (NFP) se sont par exemple prononcés en faveur d'un retour de l'âge de départ à la retraite à 62 ans. Le bloc de gauche va même plus loin en proposant le « passage aux 32 heures dans les métiers pénibles ou de nuit immédiatement et son extension par la négociation collective ». Si l'ascension pour faire davantage travailler les Français est rude, la pente, elle, est glissante.